

**MONDE REPORTAGE**

# Chine-Japon

## Un passé qui ne passe pas

Au sanctuaire Yasukuni, à Tokyo, d'anciens membres de l'armée impériale rendent hommage, le 22 avril, à leurs camarades tués au combat.

*Depuis la Seconde Guerre mondiale, Tokyo et Pékin entretiennent chacun, sur fond de nationalisme, leur propre vision de l'Histoire. Mais, au-delà des ambiguïtés de la mémoire collective, c'est bien une guerre froide pour la suprématie régionale qui les oppose. Un jeu dangereux*

● **Marc Epstein**  
Reportage photo :  
**Philippe Pelletier/**  
**PpP pour L'Express**



**MONDE REPORTAGE**

**De notre envoyé spécial**

**A**près trois semaines de manifestations antijaponaises, à Pékin et dans plusieurs villes de Chine, le Premier ministre nippon, Junichiro Koizumi, a exprimé, le 22 avril, son « profond remords » et ses « excuses sincères » pour les atrocités commises par les troupes de Tokyo, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale. Ses paroles rappellent le « profond remords » et les « excuses sincères » évoqués par son prédécesseur, Tomiichi Murayama, en août 1995, ainsi que le « remords » éprouvé, la même année, par Hisashi Owada, un ancien diplomate devenu juge à la Cour internationale de justice à La Haye.

Voilà des années que les dirigeants de Tokyo présentent des excuses pour la barbarie qui a accompagné l'occupation japonaise de la Chine, à partir de 1937, et la colonisation de la Corée, de 1910 à 1945 (voir la carte p. 65). Mais leurs paroles ne sont pas entendues. Ou plutôt leur sincérité est toujours mise en doute.

À l'image de l'Allemagne, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Japon a vu une partie de ses leaders condamnés à mort pour crimes contre l'humanité. Comme les Allemands, les Japonais ont versé des milliards sous forme d'indemnités. De même que les historiens d'outre-Rhin cherchent à comprendre comment leur pays a pu se laisser entraîner par la folie hitlérienne, les historiens nippons explorent sans tabou le passé national.

Mais les similitudes s'arrêtent là. À la différence de l'Allemagne, qui est réconciliée avec ses voisins au point de forger avec eux de nombreux liens – au sein de l'Union européenne et de l'Otan, en particulier – le Japon semble se contenter, pour l'essentiel, d'échanges économiques et commerciaux avec les autres pays de l'Asie du Nord-Est. Ses entreprises inondent de leurs produits le vaste marché chinois et elles emploient volontiers sa main-d'œuvre bon marché, au point que les deux économies sont devenues dépendantes l'une de l'autre. Sur le plan politique, en revanche, le dialogue est limité et purement bilatéral : il n'existe aucune organisation de coopération militaire régionale. Surtout, à la moindre évocation historique, diplomates chinois et japonais donnent l'impression de marcher sur des œufs... ou de les casser ! Que se passe-t-il, alors ? Pour comprendre, il suffit de se promener dans les rues de l'un et l'autre pays.



**Dans le centre de Tokyo, tous les jours ou presque, des ultranationalistes haranguent la foule.**



**Manifestation antijaponaise, à Pékin, le 9 avril.**

Depuis une dizaine d'années, le régime de Pékin a fait construire divers musées et monuments à la mémoire des Chinois victimes de la « guerre antijaponaise », selon la terminologie officielle. Dans l'ancienne capitale de Nankin, par exemple, un centre évoque désormais les 300 000 civils tués, selon la Chine, lors du sac de la ville en 1937 par les troupes de Tokyo. En Mandchourie, à proximité de Harbin, une autre exposition permanente décrit, avec un luxe de détails réservé habituellement aux films gore, les atrocités commises par l'unité 731 de l'armée nipponne, où des cobayes humains ont subi des expérimentations liées à un projet de guerre bactériologique.

**« J'ai honte de mon ignorance »**

**I**ncapables de fédérer leur nation autour du marxisme-léninisme ou des pensées de Mao Zedong, auxquels eux-mêmes ne croient plus, les dirigeants de Pékin ont recours au nationalisme pour asseoir une part de leur légitimité – ce qui explique, aussi, leurs mises en garde adressées il y a peu à l'« île rebelle » de Taïwan. Ancienne puissance occupante, le Japon fait les frais de ce nouveau credo et d'un « devoir de mémoire » pour le moins ambigu.

Les habitants de l'archipel, quant à eux, ont l'avantage de vivre dans une démocra-

tie multipartite, ce qui n'est pas le cas des Chinois. Pourtant, la lucidité sur le passé n'est pas leur point fort. Kyoko Suzuki, une femme médecin âgée d'une quarantaine d'années et qui vit à Tokyo, ne comprend pas le succès des manifestations antijaponaises en Chine : « C'est lié à la Seconde Guerre mondiale, n'est-ce pas ? J'ai honte de mon ignorance mais, quand j'étais au lycée, les cours d'histoire se sont arrêtés aux années 1920. Le programme scolaire était trop chargé. » À Osaka, Tetsu Nakamura, 35 ans, historien et conservateur au Centre international pour la paix, vérifie chaque jour les méconnaissances de ses compatriotes : « Beaucoup résument la Seconde Guerre mondiale aux bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki. Ils placent spontanément le Japon au rang des pays victimes et ignorent, ou feignent d'ignorer, les actions entreprises par les troupes de l'empereur dans les années qui ont précédé le conflit. » (Voir l'article de Marc Ferro, page 28.) L'étude critique des faits de guerre se limite aux cercles intellectuels : dans le grand public, manifestement, ce passé-là ne passe pas (1).

Voyez le scandale des « femmes de réconfort », ces 200 000 femmes asiatiques, coréennes en majorité, contraintes à se prostituer pendant la guerre pour la soldatesque nipponne. C'est un historien

japonais, Yoshiaki Yoshimi, qui a été le premier, il y a une quinzaine d'années, à enquêter sur leur sort (2). Mais ses preuves ont été rendues publiques, pour la première fois, dans un contexte très particulier. Car les autorités de Tokyo ont longtemps nié toute responsabilité dans cette affaire : la prostitution pendant le conflit avait été l'initiative du secteur privé et il n'y avait pas trace, disait-on, de la moindre intervention officielle. À la fin des années 1980, ayant entendu l'un de ces démentis à la télévision, Yoshiaki Yoshimi se rend aux archives nationales. En quelques jours, il retrouve plusieurs documents compromettants, dans lesquels le haut commandement de l'armée impériale ordonnait la construction de bâtiments destinés au « confort sexuel ». La presse s'empare de l'histoire et le Premier ministre se voit obligé de présenter ses excuses à la nation coréenne. Quelques jours plus tard, quand un journaliste britannique demanda au porte-parole du gouvernement comment un seul historien avait pu découvrir en si peu de temps des documents que des dizaines de chercheurs officiels n'avaient pas pu localiser depuis quarante ans, il y eut un moment de télévision inoubliable : pendant une minute entière, le malheureux se mordit la lèvre et détourna le regard. Après quoi il déclara : « Cette question est très injuste. »

Prétendre que le Japon applique une politique officielle d'amnésie collective serait excessif. Mais la nation a la mémoire courte, semble-t-il. Il y a trois rai-

**Leçons très particulières**

*Les manuels scolaires d'histoire interprètent souvent les faits à leur manière.*

**Au Japon...**

Le massacre de Nankin, en 1937, où les troupes japonaises ont tué entre 150 000 et 300 000 civils chinois, est décrit de manière inégale. Plus grave : de nombreux professeurs, soucieux d'éviter la moindre controverse, prétextent un programme trop chargé et cessent les cours d'histoire aux années 1920.

**En Chine...**

Si les manuels mentionnent le Grand Bond en avant (1958-1960) et la Révolution culturelle (1966-1976), aucun n'évoque les 30 à 40 millions de Chinois qui ont péri à la suite de ces mouvements mis en œuvre par Mao Zedong. La répression sanglante de Tiananmen, en 1989, est décrite comme une simple opération de police.

**Chine-Japon Un passé qui ne passe pas**



sons à cela, explique Yoichi Funabashi, éditorialiste d'*Asahi Shimbun*, le grand quotidien national : « D'abord, à la fin de la guerre, les Etats-Unis ont accepté le maintien de l'empereur afin d'assurer une certaine stabilité au pays. En conséquence, les Japonais, à la différence des Allemands, n'ont jamais pu rejeter la responsabilité de ce qui s'est passé sur leurs dirigeants : si Hirohito lui-même n'a pas été jugé coupable d'avoir déclenché et mené la guerre, pourquoi les citoyens ordinaires fouilleraient-ils le passé ? Ensuite, les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki, provoquant 250 000 morts, ont permis aux Japonais de se percevoir comme des victimes. Enfin, la géopolitique a joué un rôle. Jusque dans les années 1980, les pays les plus proches de l'archipel abritaient des régimes communistes ou des dictatures autoritaires. En pleine guerre froide, les conditions n'étaient pas réunies pour engager un dialogue à l'échelle régionale : les élites politique et militaire n'ont guère eu l'occasion de se fréquenter. »

Aux yeux d'un visiteur étranger, les ultranationalistes semblent bénéficier au Japon d'un régime d'impunité. Tous les jours ou presque, leurs camions noirs, coiffés du drapeau national, se garent à proximité des grands carrefours de la capitale. Là, un excité, revêtu parfois d'un uniforme, hurle des insanités dans un micro durant une heure ou deux, et ses paroles résonnent le long des façades d'immeubles du quartier sans que personne s'en émeuve. Pis, les idées de ces

extrémistes s'insinuent dans la société tout entière.

En trente-deux ans de carrière, Toru Kondo, un professeur d'anglais dans un lycée proche de Tokyo, n'a jamais essayé la moindre critique. Depuis quelques mois, cependant, son salaire a été réduit de 10 % et il a été convié à suivre un « stage de remise à niveau ». Sa faute a consisté à refuser de se lever devant le drapeau et de chanter l'hymne national, lors de la cérémonie de fin d'année de son école. Lui et près de 250 de ses collègues font l'objet de sanctions car ils protestent contre cette obligation nouvelle. Selon eux, il est impensable d'honorer ces deux symboles impérialistes que représentent le drapeau du Soleil-Levant et l'hymne national (*Kimigayo*, le règne de Sa Majesté). « Comme enseignant, estime Toru Kondo, j'ai le devoir de défendre la citoyenneté et de militer pour la paix. Notre Constitution interdit expressément tout recours aux armes. Au nom de quoi m'obligerait-on à reconnaître les symboles de notre militarisme passé ? Je suis un citoyen japonais ; je ne suis pas l'esclave du Bureau de l'Education de Tokyo ! » D'abord imaginée par le gouverneur de la capitale, Shintaro Ishihara, la mesure a été adoptée dans plusieurs régions du pays. Dans la préfecture de Fukuoka, des responsables de l'éducation ont même vérifié sur place la puissance vocale que les étudiants consacraient au chant patriotique – « haute », « moyenne », « basse » – et chaque établissement a été dûment classé en fonction de ses décibels. « Aucun inspecteur n'a jamais assisté à l'un de mes cours, assure Toru Kondo dans un sourire. Mais sept d'entre eux ont fait le déplacement, lors de la dernière cérémonie de fin d'année à l'école. Ainsi que neuf policiers ! »

**Un bien curieux sanctuaire**

**L**es visites régulières du Premier ministre japonais au sanctuaire Yasukuni participent, elles aussi, d'un certain regain nationaliste. Situé au centre de Tokyo, ce bâtiment en bois a longtemps mêlé le culte de l'empereur et la religion shinto. C'est ici, en effet, que sont vénérées les âmes de quelque 2 400 000 morts tués au combat... parmi lesquels 14 criminels de guerre de classe A, condamnés en tant que tels, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, par le Tribunal international de Tokyo. Les politiciens conservateurs comparent volontiers le sanctuaire à un simple monument aux morts ou à la ●●●



## MONDE REPORTAGE

## Chine-Japon Un passé qui ne passe pas



Au musée du sanctuaire Yasukuni, des portraits des « héros » de la guerre et, à dr., des nostalgiques posant en tenue de kamikaze.

●●● tombe du Soldat inconnu, à Paris, sous l'Arc de triomphe. Mais Yasukuni, dont le nom signifie « pour la paix de la nation », est un bien curieux endroit. A proximité du temple lui-même, chacun des cerisiers porte le nom d'un régiment de l'ex-armée impériale ou d'un cuirassé. Non loin de là, un monument a été élevé à la mémoire de la Kempeitai, l'ex-police militaire, semblable à la Gestapo ou aux SS du régime nazi. Quant au musée attendant, son exposition permanente réécrit l'Histoire d'une manière d'autant plus choquante que Tokyo ne compte aucun autre lieu de mémoire consacré à la guerre.

Loin de se cantonner à quelques lieux précis, le révisionnisme historique est l'apanage d'une nouvelle génération de néonationalistes, apparue dans les années 1970. On leur doit un long-métrage, *Pride*, sorti en 1998, qui dressait un portrait flatteur du général Hideki Tojo, l'un des principaux artisans de la guerre. Et les mangas de Yoshinori Kobayashi, aussi, qui exaltent la supériorité de la civilisation japonaise : « Au Japon, dit-il, le public subit un lavage de cerveau de la part des mass media. Moi, j'essaie de faire bouger les jeunes. » L'approbation de manuels scolaires négationnistes complète le tableau.

Y a-t-il, pour autant, matière à inquiétude ? « Tous les pays du monde comptent des nationalistes », soupire Satsuki Eda, l'un des leaders du Parti démocratique japonais, principal mouvement d'opposition. « Même la France ! ajoutez-il. Au Japon, la majorité de la population aspire à la paix, et les manuels scolaires contestés sont utilisés par moins de 0,1 % des écoles. A condition de faire preuve de délicatesse, la mise en quarantaine de la frange extrémiste ne représente pas un défi énorme. »

Plus que les ambiguïtés de la mémoire collective des Japonais, au fond, c'est la dynamique des relations entre Tokyo et Pékin qui inquiète. « L'un et l'autre sont engagés dans une guerre froide psychologique », souligne Ryosei Kokubun, prof de droit et de sciences politiques à l'université Keio. « La nouvelle puissance économique de la Chine rend nerveux le Japon, où l'activité est atone depuis une quinzaine d'années. Inversement, la candidature de Tokyo à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et la révision annoncée de la Constitution japonaise suscitent l'inquiétude de Pékin. Chacun souffre, dans différents domaines, de complexes d'infériorité ou de supériorité. C'est un contexte très dangereux où, dans les deux pays, on peut être tenté de faire appel au populisme ou à la démagogie. Les risques de malentendu sont élevés. »

### Une région à l'équilibre instable

**L**a marge de manœuvre des dirigeants chinois est étroite : leur légitimité tient surtout à la bonne santé de l'économie, mais cette dernière présente des signes inquiétants de surchauffe. Pour tenter de calmer le jeu, alors, que peuvent faire les dirigeants japonais ? « Une nouvelle déclaration ne servirait à rien, répond Yoichi Funabashi, le journaliste d'*Asahi Shimbun*. Dans l'idéal, le Premier ministre devrait renoncer à visiter le sanctuaire Yasukuni. Cependant, je crains qu'il soit plus attaché au soutien des nationalistes qu'aux intérêts à long terme de son pays. »

En un sens, le président chinois et le chef du gouvernement japonais paient, l'un et l'autre, le prix de leurs errements : tous deux ont joué avec le feu du natio-

nalisme pour des raisons de politique intérieure. C'est un jeu dangereux, surtout dans une région où le patriotisme et la xénophobie ont tendance à se confondre.

Même les Coréens, depuis un siècle, définissent leur identité nationale par une opposition historique à l'occupation japonaise. Dans le nord de la péninsule, la dynastie de Kim Il-sung et de Kim Jong-il s'est imposée grâce à la lutte héroïque – et apocryphe, pour l'essentiel – du « Grand Leader » contre les troupes impériales. Dans le sud, les divers pavillons du hall de l'Indépendance, proche de Séoul, dont l'architecture évoque la Rome de Mussolini, font grand cas des souffrances subies pendant l'occupation coloniale. Une série d'hologrammes permet même au visiteur de « se voir », en quelque sorte, à la place d'un homme torturé par les troupes japonaises. Une technologie ultramoderne est ainsi mise au service d'une idéologie que les Européens, pour leur part, associent volontiers au XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est dire que le regain de tension entre les deux grands géants de l'Asie orientale – le pays le plus peuplé au monde, d'une part, et la deuxième puissance économique de la planète, d'autre part – nous concerne tous. Car il intervient dans une région à l'équilibre instable, où les divergences historiques n'ont jamais été résolues. « C'est une remarque un peu triviale, résume un chercheur européen, mais la situation en Asie du Nord-Est me rappelle souvent celle de l'Europe, avant la Première Guerre mondiale. » ● **M. E.**

(1) *Vichy, un passé qui ne passe pas*, par Eric Conan et Henry Rousso (Folio). Sur le Japon, les anglophones liront : *Wages of Guilt* ; *Memories of War in Germany and Japan*, par Ian Buruma (Phoenix, Londres).

(2) *Comfort Women, Sexual Slavery in the Japanese Military during World War II* (Columbia University Press).

**Post-scriptum** La Corée du Nord prépare un essai nucléaire et Washington aurait demandé à la Chine, le 21 avril, d'intervenir afin de faire stopper ce processus.